



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 12 février 2026

L'inflation a accéléré à 3,79 g.a. en janvier d'après l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI).

L'inflation reste dans la fourchette cible de la Banque centrale du Mexique ($3\% \pm 1$), mais a augmenté par rapport à décembre dernier (3,69 % g.a.). L'inflation globale a été tirée à la hausse par l'inflation sous-jacente, qui a atteint 4,52 % g.a., son plus haut niveau depuis mars 2024, tandis que l'inflation non sous-jacente a baissé, pour s'établir à 1,39 % g.a..

LE CHIFFRE A RETENIR

3,79 %

Taux d'inflation en janvier
2026

Dans ce contexte de pressions inflationnistes persistantes, la semaine dernière, la Banque centrale du Mexique (Banxico) a marqué une pause dans le cycle de baisses de son taux directeur, le maintenant à 7 %. Elle a en outre revu à la hausse sa projection d'inflation pour la fin de l'année, passant de 3 % à 3,5 %.

Le Conseil des gouverneurs a rappelé « la nécessité de continuer à évaluer l'impact des changements fiscaux mis en œuvre au début de l'année ». Le rapport de l'INEGI montre qu'en janvier, l'augmentation du taux de l'Impôt Spécial sur la Production et les Services (IEPS) sur les cigarettes et les boissons sucrées (« impuesto saludable ») a eu un impact sur l'inflation. Au sein de l'inflation sous-jacente, le poste exerçant la plus forte pression a été celui des biens, avec une hausse des prix de 4,56 % g.a. enregistrée en janvier.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le gouvernement mexicain a réaffirmé son engagement à mettre en œuvre les recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) à l'occasion d'une réunion plénière de l'organisation, tenue à Mexico. Le ministre des Finances, Édgar Amador Zamora, a indiqué que le pays poursuit le renforcement de son cadre de prévention et de lutte contre les délits financiers, notamment le blanchiment d'argent, la fraude, l'évasion fiscale, la corruption et le financement du terrorisme. Il a également confirmé la participation du Mexique aux processus d'évaluation mutuelle du GAFI, dans un contexte où le pays en assure actuellement la présidence. Les autorités ont par ailleurs souligné le caractère prioritaire de l'inclusion financière et soutenu une application des standards internationaux fondée sur une approche proportionnée et basée sur les risques, afin de préserver l'intégrité du système financier sans freiner l'innovation ni l'accès aux services. Enfin, le gouvernement a réitéré son soutien au dialogue technique et à la coopération internationale pour renforcer l'efficacité des dispositifs de prévention et de lutte contre les flux financiers illicites.

L'activité industrielle mexicaine s'est contractée de 1,3 % en 2025, enregistrant une deuxième année consécutive de recul, malgré des signaux de stabilisation en fin de période et des perspectives de reprise modérée à court terme. Le repli a concerné l'ensemble des grands secteurs productifs, avec une baisse marquée dans les activités extractives (-6,5 %), ainsi que des contractions plus limitées dans la construction (-1,0 %), les industries manufacturières (-0,5 %) et les services liés à l'énergie, à l'eau et au gaz (-0,3 %). Au sein de l'industrie manufacturière, la production automobile a nettement diminué, contrastant avec la progression des segments technologiques. L'évolution défavorable du secteur s'explique notamment par un environnement externe incertain, marqué par le durcissement des politiques commerciales américaines et par des tensions sécuritaires pesant sur le climat d'investissement. Néanmoins, les données corrigées des variations saisonnières indiquent un rebond en fin d'année, avec une progression annuelle de 1,5 % en décembre 2025, soit la meilleure performance depuis début 2024 selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI). Pour 2026, les anticipations tablent sur une reprise graduelle, soutenue par un cadre budgétaire plus expansionniste, la stabilisation de la production pétrolière, l'amélioration du secteur de la construction et le maintien du dynamisme des exportations vers les États-Unis.

En 2025, le Mexique a enregistré des recettes touristiques de près de 32 Mds USD, un chiffre record qui représente une augmentation de 5 % par rapport à 2024 selon l'INEGI. Le Mexique a en outre accueilli 47,78 millions de touristes internationaux, en hausse de 6,1 %. La plus forte augmentation du nombre de touristes a été enregistrée parmi ceux qui sont arrivés par voie terrestre, avec une hausse de 15,6 % pour atteindre 4,5 millions. En revanche, les dépenses moyennes par touriste ont diminué de 1,2 % pour atteindre 663,69 dollars. Ces dernières données reflètent la tendance à la hausse du tourisme depuis la fin de la pandémie de Covid-19 au Mexique, qui a accueilli un peu plus de 45,03 M de touristes internationaux en 2024, contre 41,95 M en 2023.

Sectoriel

Le Mexique entend promouvoir un accord multilatéral visant à sécuriser l'accès aux minéraux critiques, indispensables au développement industriel et à la transition énergétique. Dans un contexte international marqué par une concurrence géopolitique croissante autour des matières premières stratégiques, le pays renforce sa participation aux forums et mécanismes de coopération internationale. L'objectif est d'assurer l'approvisionnement futur de ces ressources et de contribuer à la définition de règles claires dans le commerce mondial. Récemment, les États-Unis ont invité le Mexique à rejoindre un groupe de travail international chargé, en 60 jours, de formuler une proposition commune pour un cadre multilatéral sur les minéraux. Cette initiative vise à garantir un approvisionnement sécurisé et à maintenir le pays pleinement engagé dans les décisions stratégiques mondiales. Selon le Service géologique américain (USGS), le Mexique est l'un des principaux producteurs de huit des soixante minéraux critiques jugés stratégiques par les États-Unis. Toutefois, il dépend encore largement des importations pour le lithium, le nickel, le cobalt, l'aluminium, le chrome, le titane et le vanadium ; ce qui souligne l'importance de sécuriser l'accès à ces ressources et d'établir des règles internationales claires.

Finances publiques

L'investissement public a atteint en 2025 son plus bas niveau depuis 2021 en termes réels d'après l'Institut Mexicain pour la Compétitivité (IMCO), avec une baisse de plus 28 % par rapport à 2024. Ce net recul s'explique par les efforts de consolidation budgétaire qui ont été menés en 2025 et qui ont permis de réduire le déficit de 5,8 % du PIB en 2024 à 4,3 % du PIB en 2025. Cet affaiblissement de l'investissement public s'est accompagné d'une contraction de l'investissement privé de 4,9 % au cours des onze premiers mois de 2025 (dernière donnée disponible) par rapport à la même période de 2024. La baisse simultanée des deux

composantes de l'investissement contribue à expliquer la faible croissance économique observée en 2025, estimée à 0,7 % selon l'estimation préliminaire de l'INEGI. Pour relever le défi de la faiblesse de l'investissement et ainsi stimuler la croissance, le gouvernement fédéral a présenté le Plan d'investissement en infrastructures pour le développement et le bien-être 2026-2030. Ce plan vise à atteindre un investissement public et mixte de 5 600 Mds MXN (326 Mds USD) sur la période 2026–2030, en mobilisant des ressources tant publiques que privées. Le plan prévoit un investissement de 1,9 % du PIB pour 2029, qui s'ajouterait à l'investissement public prévu à 2,5 % du PIB dans le budget 2026. Le ministère des Finances estime que ce plan pourrait porter la croissance du PIB dans une fourchette comprise entre 2,5 % et 3,0 % en 2026, soit au-dessus de l'intervalle de 1,8 % à 2,8 % prévu dans les Critères généraux de politique économique.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	12/02/2026
Bourse (IPC)	4,18%	30,96%	71 601,35 points
Change MXN/USD	-0,98%	-16,15%	17,23
Change MXN/EUR	-0,39%	-4,16%	20,45
Prix du baril mexicain	-0,48%	-12,50%	60,69

Amérique centrale

Costa Rica

L'inflation s'est établie à 2,53 % g.a. en janvier 2026, enregistrant une forte baisse. C'est la deuxième variation la plus basse depuis 2016, après celle d'août 2023 qui avait atteint -3,28 % g.a. en raison de l'effet de base post-pandémie. L'indice des prix à la consommation (IPC), qui couvre 289 biens et services, fait état d'une baisse des prix pour 48 % des postes, contre une hausse pour 42 % d'entre eux, les 10 % restants étant stables. Les postes ayant enregistré une hausse de leurs prix concernent principalement les secteurs liés à l'éducation, la santé, aux services financiers et aux assurances, ainsi qu'aux vêtements et chaussures. A l'inverse, ceux ayant enregistré une tendance à la baisse sont les loisirs, les loyers, les aliments et boissons non-alcoolisées, les transports, etc. Cette évolution intervient alors que la Banque centrale du Costa Rica (BCCR) anticipe un retour de l'inflation dans sa fourchette cible (3 % \pm 1), pour le premier semestre de 2027.

Le secteur agricole a perdu de l'importance dans l'appareil productif costaricain, ne représentant plus que 3,3 % du PIB. La Banque centrale du Costa Rica (BCCR) indique qu'entre 1991 et 2024, le secteur primaire a chuté de 8,6 points de pourcentage de PIB. Cette chute s'est notamment reflétée dans la destruction de 47 157 emplois sur les neuf dernières années. Cette baisse du poids de l'agriculture dans le PIB refléterait plutôt la croissance rapide d'autres secteurs plutôt que la perte de vitesse du secteur agricole. En particulier, l'industrie de haute technologie et le secteur des services se sont fortement développés ces dernières années. Le secteur des services représenterait actuellement le plus important de l'appareil productif, avec un poids de 14,2 % du PIB selon la BCCR.

L'agence de notation Moody's Ratings a publié ses prévisions concernant les finances publiques pour le mandat de la présidente élue Laura Fernández. Pour rappel, l'agence avait élevé la note du Costa Rica en septembre 2025 de Ba3 à Ba2. Elle considère probable que le nouveau gouvernement mette en place des réformes qui auront des effets positifs en matière de gestion budgétaire et de financements étrangers. En particulier, une réforme visant à assouplir les règles encadrant le recours de l'État aux financements étrangers pourrait permettre d'alléger les risques de liquidité et de renforcer la stabilité budgétaire. La vente, longtemps reportée, de la Banque du Costa Rica (BCR), une des principales banques publiques du pays, contribuerait par ailleurs à la réduction du déficit budgétaire. Laura Fernández a en effet déjà affirmé vouloir vendre la BCR afin de

capitaliser le régime d'Invalidité, de Vieillesse et de Décès (IVM) de la Caisse costaricienne de sécurité sociale. La BCR a de son côté assuré disposer d'une situation financière solide avec des niveaux élevés de solvabilité.

Entre novembre 2025 et janvier 2026, la Banque Centrale du Costa Rica (BCCR) a procédé au renflouement de ses réserves pour 1,13 Md USD, dont 542 M provenant d'une entité du secteur public non bancaire. Le président de la BCCR a confirmé que les devises avaient été acquises auprès du Trésor public, qui a levé 2 Mds EUR sur le marché intérieur en novembre 2025 et janvier 2026. Le 8 février dernier, le solde des réserves de la BCCR s'élevait à 18,6 Mds USD, soit une augmentation de 22,9 % en glissement annuel. Cette hausse s'inscrit dans la stratégie de la BCCR d'augmenter ses réserves, qui avaient été fortement mobilisées pour satisfaire la demande en dollars du marché local à la suite de la pandémie et de la crise mondiale des conteneurs en 2022.

El Salvador

Moody's a relevé la perspective de la note souveraine du Salvador de stable à positive, tout en maintenant la notation à B3, citant « *une consolidation budgétaire en cours, des marges de liquidité renforcées et des besoins de financement en baisse* ». L'agence souligne le rôle clé de l'accord avec le FMI dans l'amélioration progressive des indicateurs macroéconomiques, avec une croissance estimée à 4 % en 2025, avant un ralentissement attendu en 2026 avec 3,1 %. La note reste toutefois contrainte par une dette publique élevée, proche de 90 % du PIB, et par un poids des intérêts jugé encore très lourd.

Guatemala

Le ministère guatémaltèque de l'Économie s'est fixé un délai de 30 jours pour ratifier l'accord conclu avec les États-Unis, qui prévoit un droit de douane zéro sur 72 % des produits nationaux, une fois la ratification effectuée par les deux pays. Selon la ministre de l'Économie Gabriela García, l'accord vise à compléter et renforcer des engagements déjà contenus dans le DR-CAFTA, restés partiellement inappliqués, et doit désormais être transmis au ministère des Relations extérieures afin d'enclencher la procédure formelle de ratification.

Les remesas vers le Guatemala ont augmenté de 7,5 % en janvier pour atteindre 1,95 Md USD, selon la Banque centrale (Banguat), confirmant une dynamique toujours positive malgré un ralentissement par rapport à décembre. Après un record historique de 25,5 Mds USD en 2025 (environ 20 % du PIB), la Banque centrale anticipe toutefois une croissance plus modérée des remesas en 2026, autour de 5 %, dans un contexte de normalisation après la forte expansion observée l'an dernier.

Honduras

Les États-Unis et le Honduras ont acté l'ouverture de discussions sur les droits de douane à l'issue d'une rencontre entre Donald Trump et le président hondurien Nasry Asfura, centrée sur le commerce, l'investissement et la sécurité. Lors de l'entretien tenu à Mar-a-Lago, Asfura a demandé la révision de tarifs jugés pénalisants pour les exportations honduriennes, notamment le droit général de 10 % et celui de 25 % appliqué aux harnais automobiles, secteur clé pour le pays. Des commissions techniques ont été mises en place côté hondurien et des tables de négociation pourraient s'ouvrir dès la semaine prochaine. Les échanges ont également porté sur l'attractivité des investissements, des projets d'infrastructures et la coopération sécuritaire, dans un contexte où le patronat hondurien voit dans ce rapprochement un signal positif pour l'investissement.

La CAF a accordé 1 M USD de fonds non remboursables à la municipalité du District Central, permettant de lancer des études techniques ouvrant l'accès à un financement potentiel de 100 M USD pour des projets urbains à Tegucigalpa. Les ressources serviront à préparer des projets structurants dans l'eau potable, l'assainissement, les infrastructures routières, la mobilité urbaine et la récupération d'espaces publics. Cette première phase conditionne une seconde étape d'investissements, encore soumise à des formalités avec l'État hondurien, mais présentée comme stratégique pour améliorer les services urbains et la qualité de vie dans la capitale.

Nicaragua

Le Nicaragua enregistre un début d'année 2026 record pour ses exportations agro-pastorales. La hausse est portée par le café, la viande bovine, le sucre et la mélasse, avec des progressions particulièrement marquées pour la viande et la mélasse, soutenues par l'ouverture de nouveaux marchés hors Amérique centrale et États-Unis, notamment en Asie et en Afrique, et par le respect des normes sanitaires internationales.

La Banque centrale du Nicaragua (BCN) fait état, sur les trois premiers trimestre 2025, d'IDE bruts d'un montant total de 2,27 Mds USD (pour un montant net de 1,22 Md USD) en hausse de 18 % par rapport à la même période de 2024. Sur les neuf premiers mois de 2025, le Panama apparaît comme le premier investisseur avec 321 M USD, suivi des États-Unis avec 166 M USD (montant en baisse de 27 % par rapport à 2024), de La Barbade (170 M USD), des Pays-Bas (85 M USD), de la Colombie (76 M USD) et du Mexique (74 M USD). A noter que la Chine n'apparaît pas sur la liste des onze principaux pays de provenance publiée, ses investissements figurant peut-être dans la catégorie « Autres origines » (237 M USD). Au plan

sectoriel, l'énergie et les mines ont attiré 438 M USD, l'industrie 330 M USD, le secteur financier 311 M USD, le commerce et les services 116 M USD.

Panama

Le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) a lancé une opération de rachat de dette portant sur des obligations internationales (« bonos internacionales »), visant à améliorer le profil et les conditions de financement de la dette publique, et à terme sa capacité d'emprunt. Cette opération vise à réduire la charge des intérêts et à améliorer le profil de maturité. Le rachat devrait être financé par une nouvelle émission d'obligations internationales avec des maturités allant de 8 à 12 ans. Cette stratégie est rendue possible par la baisse du taux d'intérêt effectif moyen de la dette publique à 4,97 % en 2025, ainsi que par le recul de la prime de risque pays (- 54 %). En parallèle, un récent décret du Conseil des ministres autorise le MEF à émettre jusqu'à 6 Md USD d'obligations internationales afin de financer le budget de 2025. Pour rappel, le déficit budgétaire du Panama a largement reculé en 2025, passant de 7,5 % du PIB en 2024 à 3,68 %, respectant ainsi les critères définis par la Loi de Responsabilité Sociale Budgétaire.

Le secteur de la construction a dégagé une croissance modérée de 2,5 % en 2025, inférieure aux niveaux attendus par la Chambre panaméenne de Construction (CAPAC). Selon la CAPAC, le secteur a dû faire face à plusieurs obstacles. Premièrement, le niveau élevé d'endettement de l'État ainsi que les pressions des agences de notation ont limité les dépenses publiques, et donc l'investissement. L'accumulation des arriérés de l'État vis-à-vis du secteur privé par les administrations précédentes aurait également affecté la liquidité et les marges de manœuvre budgétaires de l'État. La CAPAC mentionnerait par ailleurs des blocages d'ordre social, notamment les fermetures de certains sites et les manifestations contre la Loi de la Caisse de Sécurité Sociale. Toutefois, les grands projets comme la route panaméricaine ouest, le gazoduc transisthmique et les nouveaux terminaux portuaires devraient permettre une croissance plus soutenue du secteur en 2026, estimée par la CAPAC à 4 %.

L'indice de perception de la corruption (IPC), calculé par l'ONG Transparency International, reste stable pour le Panama. Avec un score de 33/100 – inchangé par rapport à 2024 – le pays se classe 116ème sur 182 pays, en deçà de la moyenne régionale. L'IPC mesure notamment le détournement de fonds, l'enrichissement injustifié, le népotisme, la protection effective des lanceurs d'alerte et l'accessibilité de l'information publique. Parmi les éléments mis en avant, l'érosion de la confiance du public face à la corruption et le sentiment croissant de désillusion envers la démocratie s'expliqueraient par l'absence de résultats tangibles et par les défaillances des services publics, limitant la capacité des citoyens à se projeter dignement dans un système démocratique. La publication

du rapport de Transparency International intervient alors que l'Assemblée nationale panaméenne avait rejeté en novembre 2025 des projets de lois anticorruption et de durcissement des sanctions pénales portés par le Procureur général de la République.

Caraïbes

Antigua-et-Barbuda

La dette publique d'Antigua-et-Barbuda représenterait 68 % du PIB en 2025 d'après le FMI. En 2020, cette dernière représentait environ 100 % du PIB, notamment suite au choc causé par la pandémie. Le ratio dette/PIB se rapproche aujourd'hui de l'objectif défini par l'Union monétaire des Caraïbes orientales (UMCO), fixé à 60% du PIB d'ici 2035. Cependant, des vulnérabilités subsistent, notamment des arriérés de paiement envers le Club de Paris et certains créanciers domestiques, ainsi que des besoins de financement brut élevés. La trajectoire de réduction de la dette reflète en partie une croissance économique estimée à 3 %, portée par le dynamisme du secteur de la construction et par l'atténuation des pressions inflationnistes.

Barbade

L'Aéroport International de Grantley Adams aurait enregistré 2,4 M de visiteurs en 2025, soit le nombre de visiteurs le plus important de son histoire. Cela constitue une hausse de 1,9 % par rapport à 2024. Hadley Bourne, directeur général de l'aéroport, affirme que ce nombre record de voyageurs n'a eu aucun impact négatif sur les opérations aéroportuaires. Pour rappel, le tourisme est un moteur de la croissance pour la Barbade. C'est également la principale source de devises étrangères pour l'île. Au S1 2025, les arrivées pour un séjour de longue durée (plus de 24 heures, moins de six mois) avaient augmenté de 3,3 % g.a.. L'aéroport international de Grantley Adams constitue le principal point d'entrée de ces arrivées. Une demande touristique soutenue, en particulier en provenance des États-Unis, a contribué à la croissance du secteur.

Cuba

Face à une pénurie aiguë de carburant, Cuba renforce les restrictions énergétiques et réorganise l'activité économique et sociale. Dans un contexte de crise énergétique persistante, aggravée par le durcissement des sanctions américaines

et les difficultés d'approvisionnement, les autorités cubaines ont annoncé une série de mesures destinées à rationaliser la distribution de combustibles et à préserver la continuité des services essentiels. Jusqu'à nouvel ordre, les ventes de carburant en pesos cubains sont suspendues, tout comme la commercialisation du diesel à la population, quelle que soit la devise. Une plateforme numérique a été déployée dans les stations-service opérant en USD pour l'achat d'essence, avec une file d'attente virtuelle et un plafond de 20 litres par inscription. Les autorités indiquent que les vols nationaux et internationaux sont maintenus et que les aéroports et ports restent opérationnels. Toutefois, l'absence d'approvisionnement local en carburant d'aviation contraint certaines compagnies à adapter leurs opérations en effectuant le plein dans des pays voisins. Dans ce contexte, les compagnies canadiennes Air Canada, Air Transat, WestJet et Sunwing ont annulé leurs vols pour la haute saison touristique. La pénurie entraîne également une contraction du transport public, avec une réduction voire une suspension des services dans plusieurs localités. Les autorités recommandent le recours au télétravail afin de limiter les déplacements, tandis que certaines entreprises et structures publiques ont déjà réduit leurs activités. Afin de contenir la consommation énergétique, les activités administratives seront concentrées du lundi au jeudi. Dans l'éducation, les établissements du secondaire et de l'enseignement supérieur adoptent un format semi-présentiel privilégiant l'enseignement à distance. Dans le secteur de la santé, la présence du personnel est réduite, les diagnostics sont priorisés pour les cas urgents et les interventions chirurgicales limitées aux situations vitales ; les patients en hémodialyse et ceux nécessitant des traitements critiques seront hospitalisés, et les événements scientifiques reportés. Dans le tourisme, le gouvernement prévoit de concentrer l'activité sur les principaux pôles générateurs de devises et d'autoriser l'importation privée de carburant, sans en préciser à ce stade les modalités opérationnelles.

Le Mexique renforce son soutien à Cuba avec l'envoi de 814 tonnes d'aide alimentaire dans un contexte de tensions énergétiques et diplomatiques. Cette cargaison comprend des produits de première nécessité (lait liquide, produits carnés, biscuits, haricots, riz, thon, sardines, huile) ainsi que des articles d'hygiène. Elle intervient alors que Mexico chercherait parallèlement à reprendre ses livraisons de pétrole à l'île, malgré les pressions et sanctions américaines. Le ministère mexicain des Affaires étrangères a indiqué que plus de 1 500 tonnes supplémentaires de lait en poudre et de haricots restent à expédier. Cette initiative s'inscrit dans le soutien politique et économique apporté par le Mexique à Cuba. Les autorités mexicaines ont reconnu avoir ralenti certains envois de pétrole afin de limiter le risque de mesures commerciales de la part des États-Unis, tout en maintenant une assistance humanitaire continue. Selon le gouvernement, des démarches diplomatiques sont en cours afin de contenir le risque de nouvelles sanctions.

Jamaïque

Le contrat de Vinci Construction Grands Projets, dans le cadre du programme Western Water Resilience, entre dans sa phase opérationnelle. Le contrat de 144 M EUR, signé en juin 2025, consiste en la construction d'un réseau de canalisation d'eau potable. L'infrastructure devrait s'étendre sur 68 kilomètres de long sur la côte Nord de la Jamaïque. Les travaux s'étaleront jusqu'à octobre 2028, avec une première livraison de tuyaux prévue en mai 2026. Ce réseau devrait permettre d'améliorer la résilience hydrique de l'île, dans un contexte marqué par d'importantes perturbations des infrastructures d'approvisionnement en eau, provoquées par des épisodes de sécheresse et le passage de l'ouragan Melissa en octobre 2025.

République Dominicaine

En 2025, la République dominicaine a enregistré un nouveau record d'investissements directs étrangers (IDE), atteignant 5,3 Mds USD, soit + 11,3 % par rapport à 2024. Ce résultat confirme la trajectoire ascendante des flux d'IDE observée ces cinq dernières années, et leur doublement en valeur (2,5 Md en 2020). Sur le plan sectoriel, les investissements ont principalement concerné le tourisme (26,3 %), l'énergie (23,8 %) et l'immobilier (15,7 %). La part de l'énergie, en particulier, a particulièrement progressé au cours des dernières années, passant de 9,2 % en 2019 à 23,8 % fin 2025, porté par les politiques publiques incitatives en faveur des énergies renouvelables. Ces flux jouent un rôle déterminant dans le financement du déficit courant et dans la stabilité des réserves internationales. A moyen terme, le maintien de ces niveaux dépendra de la capacité du pays à préserver son attractivité, notamment en matière de sécurité juridique, de compétitivité énergétique et de capital humain.

La République dominicaine devrait enregistrer une croissance moyenne annuelle de 3,82 % entre 2024 et 2034, ce qui placerait le pays dans le quartile supérieur des pays à l'échelle mondiale, d'après les projections du Harvard Growth Lab, publiées dans l'Atlas of Economic Complexity. Cette projection repose sur l'Indice de Complexité Economique (ECI) qui analyse la diversité et la sophistication des capacités productives d'un pays. Cette potentielle vitalité économique s'appuie sur une base productive diversifiée par des contributions importantes de secteurs comme le tourisme, les zones franches et les exportations industrielles. *L'Atlas of Economic Complecity* souligne également les opportunités structurelles internes du pays pour accélérer son développement. Le pays disposerait de marges de diversification vers des produits plus sophistiqués, susceptibles d'accroître sa complexité économique. Autrement dit, au-delà du rythme de croissance attendu, le pays possède des opportunité concrètes de montée en gamme productive, condition essentielle pour tenir une expansion durable et qualitative à long terme.

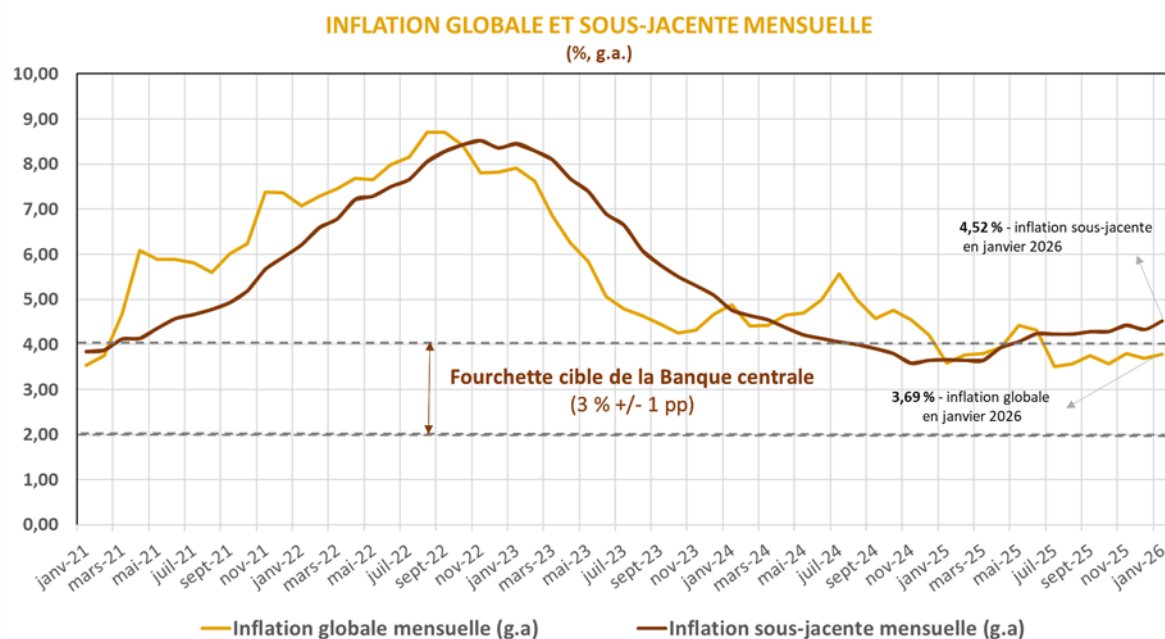
Pour mémoire, la croissance s'est établie à 2,1 % en 2025, d'après la Banque centrale dominicaine. En 2026, le FMI et la Banque mondiale prévoient une croissance de 4,5 %.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	0,6%	1,5%	58,9%	3,9%	7,00%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,25%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	3,75%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025 (Janvier 2026 pour les prévisions de croissance Mexique)

- Annexe Graphique Mexique -

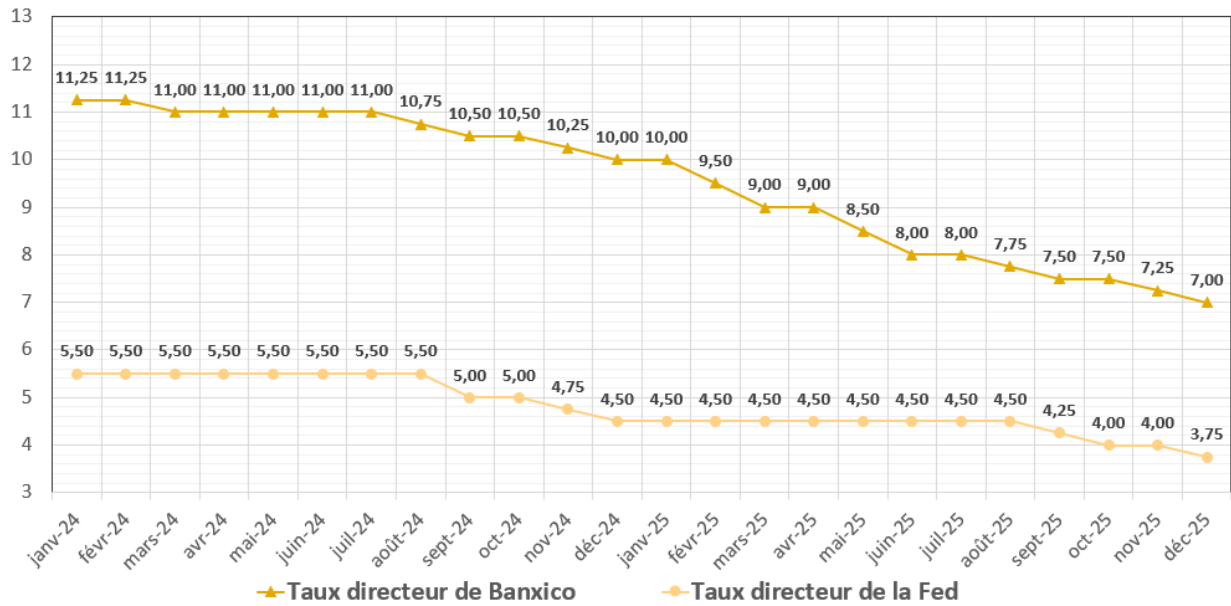


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

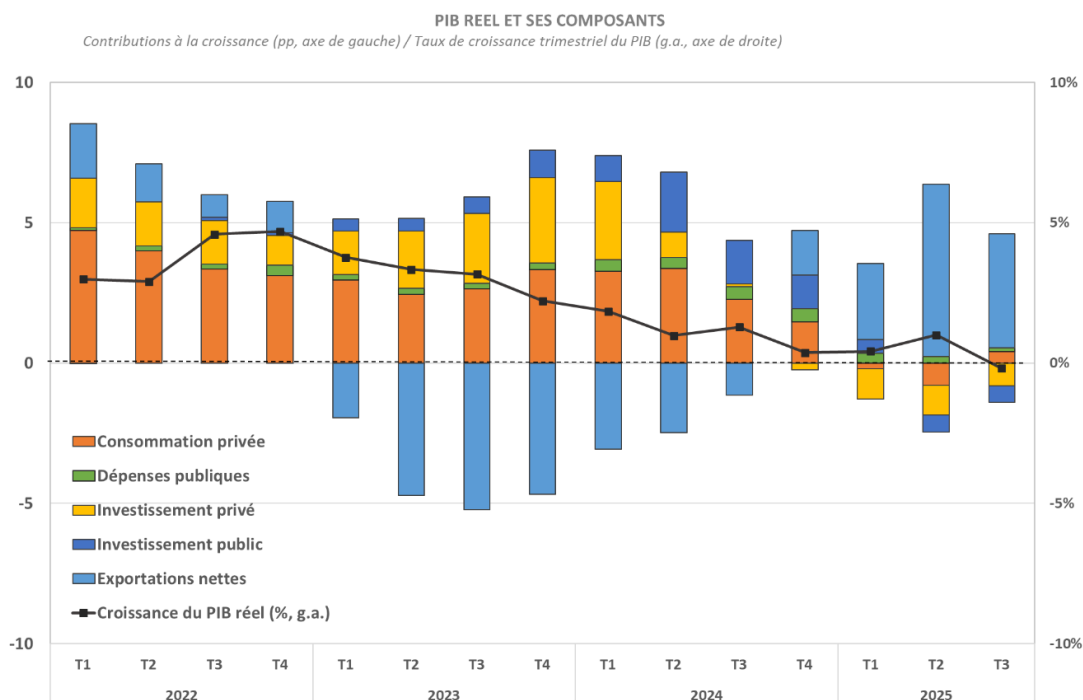


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

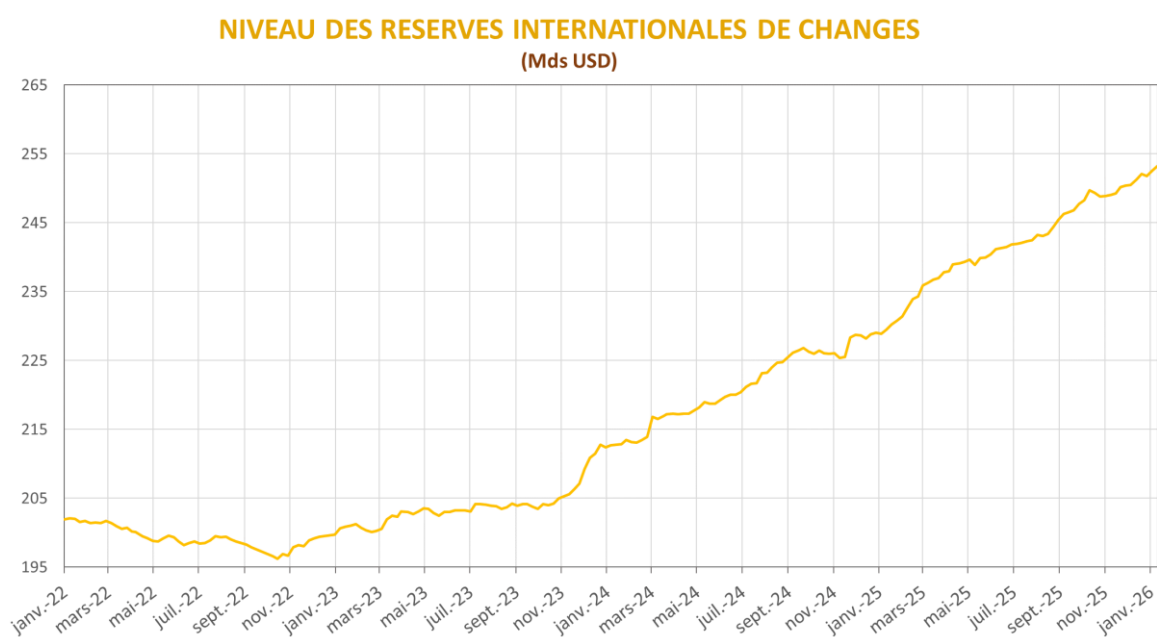
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr